

## Plus de 350 000 visiteurs à Interclima+Elec/Batimat/Idéo Bain

C'est du 2 au 6 novembre 2015 à Paris Nord Villepinte qu'aura lieu la prochaine édition des trois salons jumelés Interclima+Elec, Batimat et Idéo Bain, qui, cette année, viennent d'accueillir précisément 353 632 professionnels, dont 38% d'entrepreneurs, 20% de maîtres d'œuvre, 15% de négociants, 13% de fabricants, 7% de maîtres d'ouvrage et 19% venant de l'étranger. « Nous avons créé un évènement de référence mondiale dans le bâtiment, vient de déclarer Joseph Le Jollec, président d'Interclima+Elec. Les différents métiers se sont enfin rapprochés au sein d'une même plate-forme qui vient de démontrer toute sa pertinence au regard des enjeux d'efficacité énergétique. Pour sa part, Patrick Liébus, président de la Capeb, a expliqué que les trois salons avaient montré « leur force et leur efficacité ». De son côté, Didier Ridoret, président de la FFB, a déclaré que « les entrepreneurs avaient pu, grâce aux trois salons réunis, accroître leurs connaissances et savoir-faire sur le bâtiment de demain ».

## Génie climatique : - 3% en 2013, + 4% en 2014, + 5%/an d'ici 2017

En 2014, le marché des équipements de chauffage et de climatisation profitera de la sortie de crise du secteur de l'entretien-rénovation et de l'amélioration du contexte législatif pour renouer avec la croissance. C'est ce que pronostique une récente étude de Xerfi, qui prévoit que le chiffre d'affaires du secteur augmentera de 4% en 2014 et de 5% par an en moyenne entre 2014 et 2017 (contre -8% en 2012 et -3% en 2013). Toutefois, ajoute l'étude, la persistance à bas niveau des mises en chantier de bâtiments neufs et l'augmentation modérée des prix du gaz naturel et du fioul domestique limiteront la croissance de l'activité des fabricants à moyen terme. L'étude observe par ailleurs que, entre 2008 et 2013, la croissance du chiffre d'affaires du secteur aura reposé « en grande partie » sur l'essor des équipements verts, grâce aux aides publiques, et que, avec la réduction de ce dispositif de soutien public, « un chamboulement est à prévoir », ce qui va contraindre les industriels à « adapter leur stratégie », « se diversifier ou périr », « investir à tout prix » dans l'efficacité énergétique, « concentrer les efforts de R&D sur les équipements (par exemple, chaudière à condensation ou systèmes hybrides PAC + chaudière gaz) alliant faible coût initial et réduction des consommations d'énergie ». L'étude constate, par ailleurs, une « intensification » de la concurrence entre fabricants, « d'autant plus que les installateurs et les promoteurs immobiliers sont nombreux à adopter des solutions tout en un ». Cette tendance devrait se poursuivre dans les prochaines années et s'accompagner d'un mouvement de consolidation, poursuit l'étude. Les acteurs spécialisés comme Aldès ou Ciat pourraient être des cibles de choix pour les grands leaders européens qui souhaiteraient se diversifier.

## Quelles solutions pour stocker la chaleur ?

La majorité des besoins de flexibilité du système électrique français peuvent être satisfaits par un pilotage dynamique de la demande, par exemple pour la recharge du parc de ballons d'ECS chez les particuliers, recharge qui permettrait « une économie de 40 à 85 M€/an, pour un coût limité ». C'est ce qu'estime une récente étude réalisée par Artelys, ENEA Consulting et le G2Elab et financée notamment par l'Ademe, EDF, GDF Suez et Total. En ECS, l'étude considère que, pour que le gisement de pilotage de la demande s'avère rentable, le pilotage devra s'appuyer en particulier sur une évolution du système heures pleines/heures creuses, ainsi que sur les compteurs intelligents. Le développement du pilotage de la demande exigera de répercuter au consommateur final un signal prix prenant en compte la réalité et la diversité des coûts des systèmes électriques, chose que ne permet que très partiellement le tarif bleu, poursuit l'étude. Cela suppose le développement de contrats par lesquels un opérateur (agrégateur) aura la latitude nécessaire pour piloter les systèmes consommateurs d'électricité, par exemple dans une logique de service, avec garantie de disponibilité d'eau chaude.

Concernant le stockage d'énergie thermique couplé à un réseau de chaleur, l'étude estime que ce stockage s'avère « particulièrement rentable » et permet de diminuer le coût de la chaleur délivrée « dans de nombreux cas », même pour des réseaux de chaleur de taille modeste. L'intérêt de cette solution est par ailleurs largement renforcé lorsque couplée à une cogénération, ajoute l'étude. Ainsi, le déploiement des réseaux de chaleur aurait intérêt à être accompagné par la mise en place de solutions de stockage thermique. Dans cette optique, il est nécessaire de qualifier définitivement le statut renouvelable de l'énergie thermique stockée d'origine renouvelable afin que celle-ci soit comptabilisée dans les objectifs d'EnR&R. L'installation de stockage thermique sur des réseaux de chaleur représente un potentiel total de l'ordre de 5 à 10 GWhth à horizon 2030. L'étude juge « particulièrement intéressant » le couplage de stockage de chaleur et de centrale de cogénération, car, explique-t-on, « ce couplage permet de piloter la cogénération en fonction des prix de l'électricité, indépendamment de la demande de chaleur ». En stockage de froid, par contre, l'étude juge « limité » le potentiel de déploiement du stockage thermique latent de glace. Elle indique par ailleurs que, « d'ici 2030, l'intérêt de l'arbitrage pour un stockage de froid va se trouver réduit pour des usages de climatisation, l'ajout de photovoltaïque dans le mix énergétique ayant tendance à écraser la demande nette lors des périodes de forte demande de froid, réduisant d'autant les gains réalisables ».

## Nombreux problèmes techniques dans les nouveaux bâtiments « performants »

Une récente étude de l'AQC (Agence Qualité Construction) portant sur des bâtiments « performants » au plan énergétique, met en évidence un surdimensionnement assez généralisé des équipements de génie climatique, notamment en solaire thermique et en poêles à bois. En chauffage au bois, l'étude a constaté de multiples problèmes liés, en particulier, à l'alimentation en air comburant des appareils indépendants. En VMC double flux, les problèmes concernent, notamment, les déperditions thermiques, les débits d'air, le bruit, le positionnement des bouches, l'inadaptation des locaux techniques et la longueur des gaines, ainsi qu'une maintenance souvent insuffisante. L'étude signale également une tendance, chez l'occupant du bâtiment, à rajouter des équipements (convecteurs électriques, climatiseurs, etc.) après livraison du bâtiment. En GTB, l'étude insiste sur une coordination fréquemment insuffisante entre l'entreprise d'installation et celle de maintenance. L'étude signale par ailleurs que les thermostats d'ambiance sont souvent jugés « trop complexes » par les usagers. Enfin, elle constate une mauvaise maîtrise des calculs RT 2012 par certains BET, avec en outre la diffusion de rumeurs - que l'AQC juge infondées - concernant le surcoût ou la complexité de la nouvelle réglementation.